



PREFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

PREFECTURE
DIRECTION DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES
BUREAU DES PROCÉDURES D'UTILITÉ PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
SECTION INSTALLATIONS CLASSEES
DPI/ BPUPE/IC-ND-N°2016- 78

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

----- LES DELICES DES 7 VALLEES SAS

----- Commune de TINCQUES

----- ARRETE DE MISE EN DEMEURE

La Préfète du Pas-de-Calais
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 29 janvier 2015 portant nomination de Mme Fabienne BUCCIO, en qualité de préfète du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU le décret du 21 juillet 2015 portant nomination de M. Marc DEL GRANDE, administrateur civil hors classe, Sous-Préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle II) ;

VU l'arrêté préfectoral n°2015-10-135 du 24 juillet 2015 modifié portant délégation de signature ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2010 ayant autorisé la Société LES DELICES DES 7 VALLEES à exploiter une unité de fabrication de pains et viennoiseries surgelés à TINCQUES (62127) ;

VU les arrêtés préfectoraux n°2013-347 du 18 décembre 2013 et n°2015-181 du 3 juillet 2015 de prescriptions complémentaires délivrés à la Société LES DELICES DES 7 VALLEES ;

VU le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, Inspecteur de l'environnement en date du 8 mars 2016 ;

VU la lettre de procédure contradictoire du 11 mars 2016 informant la société LES DELICES DES 7 VALLEES SAS de la proposition de mise en demeure ;

VU l'absence d'observation de la part du pétitionnaire dans le délai imparti ;

CONSIDERANT que la Société LES DELICES DES 7 VALLEES est tenue de procéder à la déclaration sous GIDAF des résultats de l'autosurveillance de ses rejets aqueux en vertu de l'article 6.1. de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2015 susvisé, et que cette disposition n'est pas respectée ;

CONSIDERANT que la Société LES DELICES DES 7 VALLEES est tenue de transmettre à l'inspection en charge des installations classées les résultats de la surveillance des eaux souterraines en vertu de l'article 9.3.6. de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2013 susvisé, et que cette disposition n'est pas respectée ;

CONSIDERANT qu'il y a donc lieu, conformément aux dispositions de l'article L.171-7 du code de l'environnement de mettre en demeure la société DELIFRANCE de respecter les dispositions susmentionnées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRETE :

ARTICLE 1er :

La Société LES DELICES DES 7 VALLEES S.A.S, dont le siège social est implanté au 436, rue de Mingoal à AUBIGNY-EN-ARTOIS (62690), est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite en Zone d'Activités Ecopolis – RD.939 à TINCQUES (62127) de respecter les dispositions suivantes :

- « Article 6.1. de l'arrêté préfectoral n° 2015-181 du 3 juillet 2015 - Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance

Les résultats des mesures réglementaires de l'année N sont saisies sur le site de télédéclaration (GIDAF) du Ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet, et sont transmis par voie électronique avant la fin de l'année N, avec les commentaires utiles sur les éventuels écarts par rapport aux valeurs limites et sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, dans les champs prévus à cet effet par le logiciel.»

- « Article 9.3.6. de l'arrêté préfectoral n° 2013-347 du 18 décembre 2013 - Analyse et transmission des résultats de la surveillance des effets sur l'environnement

Les résultats des analyses réalisées sur les eaux souterraines sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires qu'ils suscitent.

Le délai pour respecter cette mise en demeure est de **deux mois** à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : DELAI ET VOIE DE RECOURS

En application de l'article R 514-3-1 du Code de l'Environnement :

- le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif,
- le délai de recours est de deux mois, à compter de la notification dudit arrêté, pour le demandeur ou l'exploitant et de un an pour les tiers, à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

ARTICLE 4: PUBLICITE

Une copie du présent arrêté est déposée en Mairie de TINCQUES et peut y être consultée.

Cet arrêté sera affiché en Mairie de TINCQUES pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire de cette commune.

ARTICLE 5: EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, l'Inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société LES DELICES DES 7 VALLEES SAS et dont une copie sera transmise à la mairie de TINCQUES.

Arras, le **13 AVR. 2016**
Pour la Préfète,
Le Secrétaire Général,

Marc DEL GRANDE



Copies destinées à :

- LES DELICES DES 7 VALLEES SAS
- Mairie de TINCQUES
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
Inspecteur de l'Environnement à LILLE
- Dossier
- Chrono
- Affichage